



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques  
environnementaux

IC n° 2007/0286  
GIDIC : 0522-00061  
MTB

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
**portant autorisation environnementale**  
**d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

La Secrétaire générale chargée de l'administration de l'État  
dans le département,

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018, modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994, modifié le 23 janvier 2013, autorisant le G I E DU BIGNON à exploiter au lieu-dit « Le Bignon » à Andel, une unité de traitement des lisiers collective comprenant :
- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques ») ;
  - un hangar de stockage des co-produits ;
  - un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
  - une séparation du lisier traité par décantation secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés « lisier traité décanté » et « effluent épuré » ;
  - une fosse de stockage des boues biologiques ;
  - deux lagunes de stockage de l'effluent épuré.
- VU** la demande présentée le 11 septembre 2018 par le G I E DU BIGNON en vue d'effectuer à Andel au lieu-dit « Le Bignon » :
- la modification des flux entrant dans une unité de traitement collective des lisiers, sans modification des ouvrages de celle-ci.
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 6 décembre 2019 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 20 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ,

**ARRÊTE :**

**Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

« 1. 1. - Exploitant titulaire de l'autorisation

Le G I E DU BIGNON, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Bignon » sur la commune de ANDEL est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter à cette adresse, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, une station de traitement collective de déjections animales (lisiers de porcs).

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques
2751	A	Station d'épuration collective des déjections animales	10 468 m <sup>3</sup> de lisiers porcins traités par an

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; DC : (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Section	Parcelles
ANDEL	ZC	N°s 144 et 145

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur ».

**Article 2 - Equipements composant la station de traitement**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - Répartition de l'installation :

conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'installation est composée de :

une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un coproduit ci-après dénommé « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;

- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation/filtration secondaire des boues (produisant un coproduit ci-après dénommé « effluent épuré ») ;
- deux lagunes de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter les déjections produites dans les installations détaillées ci-dessous :

Installations	Lisier entrant dans l'unité de traitement du GIE DU BIGNON			
	Volume (m³)	UN	UN/m³	UP2O5
EARL DU GRAND CHEMIN	9669	34680	3,6	20910
EARL DE LA MARE RATEL	1118	6007	5,37	3550
TOTAL	10468	40687	3,88	24260

1047 tonnes de résidus organiques correspondant à 9358 UN et 19 408 UP2O5 sont transférés par l'entreprise COOPERL à destination des installations exploitées par le CEDEV et FERTIVAL pour normalisation (contrat COOPERL).

## 2. 2. - Sécurité

2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur.

2. 2. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - L'installation dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité utile minimale de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, accessible en tous temps et en toute circonstance ».

## Article 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

3. 1. - Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

3. 2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un système d'enregistrement pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3. 3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3. 4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

3. 5. - Débits et flux de pollution

3. 5. 1. - entrant dans la centrifugeuse

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	10 468 m3	28,7 m3	34,4 m3
N Global	40 687 kg	111,5 kg	133,8 kg
P2O5	24 260 kg	66,4 kg	79,8 kg
M.E.S.	383 164 kg		

3. 5. 2. - entrant dans le réacteur biologique

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	7998 m3	21,9 m3	26,3 m3
N Global	9343 kg	25,6 kg	30,7 kg
P2O5	9078 kg	24,9 kg	29,8 kg
M.E.S.	60 215 kg		

3. 6. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

3. 6. 1. - coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	1047 t	2,9 t
N Global	9358 kg	25,6 kg
P2O5	19 408 kg	53,2 kg

3. 6. 2. - coproduits à épandre

Lisier centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2019 m3	5,5 m3
N Global	6712 kg	18,4 kg
P2O5	1040 kg	2,8 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6848 m3	18,8 m3
N Global	2804 kg	7,7 kg
P2O5	3813 kg	10,4 kg

3. 7. - Autosurveillance

3. 7. 1. - Suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume de lisier brut restant à épandre ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides  $\text{NH}_4/\text{NO}_3$  sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

### 3. 7. 2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisée par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

### 3. 8. - Autosurveillance : bilan matière

3. 8. 1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes du lisier brut restant à épandre ;
- un bilan des volumes des différents coproduits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

3. 8. 2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

3. 8. 3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3. 9. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant ».

#### **Article 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

« 4. 1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume de 719 m<sup>3</sup>.

4. 2. - Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 126 m<sup>2</sup>.

4. 3. - Le lisier centrifugé est stocké dans une fosse de 1021 m<sup>3</sup> et 2 fosses d'un volume total de 1237 m<sup>3</sup> sur le site de « La Mare Ratel ».

4. 4. - L'effluent épuré est stocké dans 2 lagunes d'un volume total de 6000 m<sup>3</sup>.

4. 5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 807 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4. 6. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

4. 7. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément aux plans et données techniques annexés. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

4. 8. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat



de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

4. 9. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage ».

#### **Article 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

« 5. 1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, doivent être réalisées dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

5. 2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage ».

#### **Article 6 - Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Andel pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Andel pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

#### **Article 7 - Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 8 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Andel et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

26 DEC. 2019

  
Béatrice Obara

